

Lettre ouverte aux élus et à la presse

Suite aux réformes successives des différents gouvernements, nous, enseignants du premier et du second degré nous interrogeons sur les objectifs de l'Etat : l'Ecole est-elle destinée à former des citoyens éclairés qui participent à construire l'avenir de la société, ou des consommateurs travailleurs destinés à se tuer à la tâche toute leur vie sans se plaindre ?

Nous avons constaté un certain nombre de faits dans l'Ouest Guyanais dans le primaire et dans le secondaire, qui nous font penser que c'est plutôt la seconde option qui est choisie par le gouvernement actuel :

- Pas de classes de Toute Petite Section pour les enfants de deux ans (dans les textes officiels, cela devrait être effectif dans toutes les zones REP+) et scolarisation incomplète des élèves de Petite Section (à ce jour, 300 enfants de trois ans ne sont toujours pas scolarisés).
- Dédoublage des CP qui se résume en réalité à avoir une classe de 26 élèves avec deux enseignants dans un seul local au lieu de deux classes de 13 élèves avec un enseignant dans chaque classe. Pour beaucoup, ces enseignants n'ont par ailleurs pas reçu la formation adéquate pour enseigner et dans ces conditions les objectifs annoncés (100% de lecteurs en fin de CP) ne peuvent pas être atteints. Et ils veulent dédoubler les CE1 l'année prochaine dans les mêmes conditions !
- Postes spécialisés (ULIS, UPE2A, SEGPA, NSA, Maîtres E, psychologues...) qui ne sont pas pourvus par des enseignants spécialisés mais par des professeurs qui sont mis en grande difficulté et doivent par ailleurs former leurs collègues sur des choses pour lesquelles eux-mêmes n'ont pas été formés.
- Explosion démographique qui n'est pas prise en compte pour le calcul des moyens à attribuer aux établissements et qui est même revue à la baisse à travers la diminution drastique de la DHG (Dotation Horaire Globale) de tous les établissements : actuellement – 200 h (environ) sur toute la Guyane.
- Manque d'infrastructures (locaux) : le collège 5 est toujours provisoire, il n'y a toujours pas de collège 6 ni de lycée 4 ni d'écoles primaires alors que pour suivre l'explosion démographique il faudrait construire une école par an, un collège tous les 4 ans, un lycée tous les 9 ans et augmenter le recrutement en conséquence (au lieu de ne pas renouveler les départs à la retraite ou les postes de personnes mutées).
- Manque d'infrastructures qui se retrouvent aussi au niveau de la prise en charge des élèves (seulement 10% des élèves du secondaire peuvent bénéficier d'une demi-pension et il y a pour la ville de St Laurent un seul internat, d'une capacité de 120 places qui ne peut en réalité qu'accueillir la moitié en raison de la vétusté et de l'insalubrité des locaux). En ce sens, nous enseignons à des enfants qui ne mangent pas à midi, qui pour certains n'ont même pas d'endroit où dormir le soir et qui doivent en conséquence se lever à 4h30 le matin pour prendre le bus afin d'aller à l'école. Transports scolaires qui d'ailleurs ne peuvent assurer de manière décente la desserte de tous les établissements scolaires (des centaines d'élèves sur Saint-Laurent n'ont pas accès au transport scolaire)
- L'inventivité des équipes pédagogiques a permis de créer des dispositifs (REP+) et des palliatifs au manque de classes spécialisées qui sont cependant insuffisants. En effet, encore beaucoup d'élèves en situation de handicap restent sans réponse adaptée à leurs besoins. Pourtant, l'inventivité des équipes est mise à mal par les nouvelles DHG qui font que nous ne sommes plus en mesure de continuer ces dispositifs l'année prochaine.
- La réforme des lycées est une réforme par menu pour laquelle les dotations annuelles allouées sont insuffisantes et l'information sporadique rend opaque son application. Cela va créer un enseignement à plusieurs vitesses avec des lycées « d'élite » et des lycées qui vont concentrer les difficultés. Les

élèves seront amenés à choisir leur orientation dès la troisième et selon les options choisies la difficulté de l'orientation post-bac sera largement accrue en raison du nouveau dispositif Parcoursup. De plus les options seront en réalité imposées aux élèves selon le nombre de places disponibles dans les établissements. Il est utopique d'imaginer que pour suivre les options souhaitées un élève va être assez motivé pour suivre des cours dans trois établissements différents !

Au regard des difficultés rencontrées dans l'Ouest Guyanais nous ne sommes pas sans remarquer les difficultés nationales qui concernent toute la fonction publique mais également tous les autres corps de métiers (saliés, ouvriers, agriculteurs, pêcheurs, artisans...). L'hôpital n'est plus en capacité d'assurer la continuité d'accès aux soins de qualité, les services publics n'arrivent plus à répondre aux besoins des citoyens car les différentes réformes depuis trente ans ont visé à réduire les moyens alloués à la Fonction Publique dans un but de privatisation.

En tant qu'enseignants, nous refusons ce projet de société qui consiste à créer des inégalités grandissantes, des individus exploités et consommateurs au service des puissants et des multinationales pour lesquels les politiques sont menées. Nous souhaitons une société juste, égalitaire dans laquelle tout le monde peut vivre de son travail dignement, dans laquelle chaque individu peut s'épanouir et choisir d'être ce qu'il veut dans un environnement sain.

Pour toutes ces raisons nous appelons à la continuation de la grève et à une mobilisation d'ampleur mardi 12 février 2019.

NON A LA CASSE DE L'EDUCATION NATIONALE !
NON A LA CASSE DES SERVICES PUBLICS !
NON A L'AGGRAVATION DES INEGALITES SOCIALES !

Le collectif des enseignants de l'Ouest Guyanais,
avec le soutien de la FSU et Sud-Education Guyane